



ANALYSE

2016/03

Accord de Paris Sur le climat entre doute et réalité ...

Accord de Paris sur le climat : entre doute et espoir...

Les conclusions du Sommet de Paris sur le climat qui s'est tenu du 30 novembre au 11 décembre 2015 peuvent être lues de deux façons. L'une est résolument optimiste, l'autre comporte de sérieuses réserves. Des avis différents qui se rejoignent au moins sur un point : l'étape était importante dans la mesure où 195 pays étaient réunis pour dire que le réchauffement de la planète est bel et bien une réalité et qu'il faut agir¹.

Une prise de conscience mondiale

Juliette Boulet appartient à la première catégorie, elle est responsable de la campagne climat chez Greenpeace Belgique. La jeune femme participait pour la première fois à ce genre de conférence. Nous l'avons rencontrée et elle nous a livré une vision enthousiaste et réconfortante. « La vraie différence avec les autres rencontres internationales réside dans la prise de conscience que nous nous trouvons à un moment charnière : il sera bientôt trop tard mais on peut encore inverser la tendance. Qui aurait pu prédire, il y a seulement quelques années, le développement des énergies renouvelables ? Même Greenpeace ne l'avait pas imaginé ! Dès lors, comment anticiper aujourd'hui ce qui va se passer dans les dix années à venir ? Sur le terrain, les choses bougent. De telles conférences peuvent accélérer le changement d'attitudes mais celui-ci est déjà en marche. »

Juliette Boulet n'est pas pour autant naïve ! Si elle se réjouit de la présence des chefs d'Etat mais aussi de stars du cinéma, du show business, des affaires, etc., preuve que l'urgence environnementale est perçue par les milieux les plus divers, elle sait aussi que les fonds de pension, par exemple, étaient à Paris en quête de bonnes affaires. « Nous avons une seule planète. Nous sommes tous sur le même bateau et c'est tous ensemble que nous changerons les choses. »

Une reconnaissance des efforts de la société civile

Si Juliette Boulet reconnaît que le texte final n'est pas parfait, elle explique que « la société civile a le sentiment du travail accompli après les nombreux efforts menés et au vu de la situation sociale et politique délicate qui a entraîné le report des manifestations. Nous avons été mis en difficulté mais, malgré tout, des manifestations citoyennes ont eu lieu à Ostende et à Paris. Sur le lieu de la conférence, plusieurs centaines de personnes ont poursuivi inlassablement le lobbying pour le climat. La réponse des chefs d'Etat est la volonté de rester en dessous du seuil de réchauffement de 2° C. 1,5° C y figure même comme idéal à atteindre, ce que réclamaient la société civile et les pays insulaires les plus vulnérables. Personne ne prédisait ce chiffre de 1,5° C. Si on veut l'atteindre, cela signifie de facto la fin des énergies fossiles.

Le texte ne le dit pas mais ce sera une obligation de les supprimer. Le Sommet trace une perspective et on peut déjà en mesurer son impact sur les bourses et les prix de ces énergies.

¹ Daisy Herman, COP21 – Le sommet de la dernière chance pour le climat ?, Les Analyses de l'ACRF-Femmes en milieu rural, 27/11/2015, n° 24.

Les deux plus gros pollueurs, la Chine et les Etats-Unis, ont investi dans les énergies renouvelables, la Chine pour une somme de 100 millions de dollars en un an. Le texte fixe un horizon, à nous d'écrire la suite avec des associations mais aussi des entreprises comme Electrabel, par exemple, qu'il faudra pousser à changer pour un bien-être collectif. »

L'indispensable transfert de technologies propres

Greenpeace n'est pas une ONG de développement et n'axe donc pas son travail sur les relations Nord-Sud mais l'organisation sait que les femmes ont été les premières à comprendre le rôle des changements climatiques et à alerter sur leurs dangers. Les premières aussi à avoir mis en place des projets basés sur les énergies renouvelables comme le soleil et le vent. « Il y a eu des témoignages émouvants sur l'assèchement de lacs en Afrique, notamment. Des familles entières se voient privées de leur nourriture. Les femmes sont les premiers témoins des changements climatiques et les meilleures porte-parole des énergies renouvelables. Elles en parlent et décrivent très justement les conséquences sur leur famille et leur communauté. » Greenpeace a mis sur pied, en Afrique, plusieurs projets visant à apporter l'électricité dans des villages grâce à des panneaux photovoltaïques. L'ensemble de la communauté en a bénéficié et beaucoup de femmes ont ainsi pu étudier. 1 milliard de personnes dans le monde est toujours privé d'électricité autant les aider à y avoir accès grâce aux énergies propres. « L'accord de Paris reconnaît la nécessité du transfert de technologies : il faut aider les pays victimes de nos agissements. Nous avons une responsabilité historique dans les dommages causés à la planète. Si ces pays ne disposent pas de ces technologies, ils seront doublement victimes. »

Absence de sanctions

L'accord est contraignant mais certains sont sceptiques. Certes, les gouvernements se sont engagés à limiter le réchauffement climatique mais, pour tenir cet engagement, une ambition forte est indispensable avant l'entrée en vigueur de l'accord en 2020. Or, aucun mécanisme de sanction n'est prévu. Dès lors, sans obligation d'augmenter les efforts, ils craignent que les promesses ne soient pas tenues. Sous la pression des Etats-Unis, les contributions nationales en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre n'ont pas été formulées dans un langage juridiquement contraignant, relève Andreas Widell de Greenpeace France. : « Libre à chaque Etat de proposer ce qu'il veut et de le réaliser s'il le veut. »² Continuer sur la lancée actuelle conduirait à la catastrophe pour de nombreux pays vivant déjà les graves conséquences du changement climatique. Ainsi au Nicaragua et dans la majorité des pays d'Amérique centrale, les petits producteurs voient-ils la productivité des cultures chuter quand ils ne perdent pas complètement leurs récoltes en raison de la fréquence des sécheresses et du dérèglement des périodes de pluie.

L'accord ne prévoit pas l'obligation d'arrêter l'extraction des énergies fossiles et des secteurs polluants comme l'aviation civile ou le transport maritime ne sont pas mis en question.

Des mécanismes d'aide trop vagues

100 milliards de dollars par an sont prévus pour financer l'adaptation des pays vulnérables au changement climatique, « une somme dérisoire pour sauver la race humaine », selon la Confédération syndicale internationale.³

Pour l'économiste Thomas Piketty, ce ne sont pas moins de 150 milliards d'euros par an qu'il est nécessaire de prévoir pour financer les investissements : digues, relocalisations d'habitations, etc. « Si les pays riches, écrit-il le 28 novembre 2015, sur son blog du journal Le Monde, ne sont pas capables de réunir une telle somme (à peine 0,2% du PIB mondial) alors il est illusoire de convaincre les pays pauvres

² Andreas Widell, L'avenir en demi-teinte, www.greenpeace.fr

³ Réaction de la CSI aux conclusions du Sommet de Paris sur le climat, 14/12/2015, www.ituc-csi.org

et émergents de faire des efforts supplémentaires pour réduire leurs émissions futures. » Plus loin, il ajoute : « Il ne s'agit pas d'une aide : il s'agit simplement de réparer une partie des dégâts que nous avons infligés dans le passé et que l'on inflige encore. » Et « On ne peut pas demander les mêmes efforts aux personnes qui émettent 2 tonnes de CO² par an et à celles qui en émettent 100. » OXFAM évalue à 800 milliards par an d'ici 2050 les besoins pour s'adapter au dérèglement climatique.

Une pression citoyenne plus que nécessaire

Quelle que soit la lecture que l'on fait de l'accord de Paris, on se rend compte que l'avenir se trouve avant tout dans les mains des citoyens. Pour faire pression sur les gouvernants afin qu'ils tiennent leurs promesses et au besoin leur rappeler les engagements pris. Les politiques nationales mises en œuvre non seulement manquent souvent d'ambition, la Belgique a donné à cet égard une bien piètre image au sommet de Paris mais elles ne vont pas toujours dans le sens d'un soutien aux énergies renouvelables. La prolongation de vie de nos vieilles centrales nucléaires en est une preuve.

Sur le terrain, fort heureusement, les citoyens ne sont pas restés les bras croisés, ils ont déjà changé leurs habitudes et mis sur pied une série d'initiatives dans nombre de domaines : alimentation, agriculture, partage de savoirs, monnaies locales, énergies... Les campagnes contre la déforestation, pour sauver les océans ou les grands singes portent leurs fruits. De grands acteurs économiques sous la pression prennent des mesures. Autant de raisons d'espérer.

De plus en plus d'économistes sont aujourd'hui convaincus qu'il faut s'engager dans un autre type de développement économique et social. Il ne serait plus axé sur la croissance et prendrait en compte les limites des ressources naturelles. La crise climatique est une opportunité pour opérer ce changement. Plus question de compter en plus et en moins mais en mieux. Une utopie ? Jean Gadrey⁴, économiste et militant au sein d'Attac, répond : « La déraison est du côté des mystiques de la croissance, la raison du côté de la gestion commune de biens communs écologiques et sociaux y compris la monnaie et le crédit. »

Anne Vanhese, Journaliste à l'ACRF – Femmes en milieu rural
Rédactrice en chef de Plein Soleil



Avec le soutien de



Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet www.acrf.be

L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.

Merci !

⁴ Jean Gadrey, S'affranchir du mythe de la croissance et reprendre la main », 20/95/2014, www.bastamag.net